Document généré le 23 avr. 2024 14:24

Cahiers de géographie du Québec

Bernier, Bernard (1988) *Capitalisme, société et culture au Japon*. Montréal/Cergy-Pontoise, Presses de l'Université de Montréal/Publications orientalistes de France, 456 p.

Dario Lopreno

Volume 34, numéro 91, 1990

URI : https://id.erudit.org/iderudit/022098ar
DOI : https://doi.org/10.7202/022098ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)
1708-8968 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Lopreno, D. (1990). Compte rendu de [Bernier, Bernard (1988) *Capitalisme, société et culture au Japon*. Montréal/Cergy-Pontoise, Presses de l'Université de Montréal/Publications orientalistes de France, 456 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, *34*(91), 120–122. https://doi.org/10.7202/022098ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1990

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

espaces que se réservent les classes supérieures. Mais telle quelle, l'étude est une belle leçon de méthode, une mine d'informations. Écrite avec élégance, elle se lit d'une traite.

Claude MANZAGOL
Département de géographie
Université de Montréal

BERNIER, Bernard (1988) *Capitalisme, société et culture au Japon.* Montréal/Cergy-Pontoise, Presses de l'Université de Montréal/Publications orientalistes de France, 456 p.

Tout en se penchant sur le devenir socio-économique du troisième régime dynastique de dirigeants militaires, celui de la famille des Tokugawa (1600 à 1867) qui, comme ses prédécesseurs (dès 1185), n'évince pas l'empereur mais le dépossède de son pouvoir, l'auteur traite de la naissance du commerce et de la finance, des spécificités de ce qui correspond à notre révolution verte et de l'émergence de l'industrie. Préalablement il survole le moyen âge japonais et la mise en place du féodalisme qui ne tombera qu'au XIX^{e} siècle. Bernier tente ainsi d'expliquer pourquoi la décadence des Tokugawa signifie la décadence du Japon féodal, aboutissant à une situation de « fin de siècle » qui va grandement faciliter l'intervention brusque de l'Occident en 1853, l'ouverture forcée du pays aux étrangers et la fin de la dynastie militaire des Tokugawa, marquant ainsi la fin de l'ère Edo (capitale des Tokugawa, qui deviendra Tokyo en 1868). On en arrive alors à la restauration, formellement du moins, du pouvoir impérial, période nommée l'ère Meiji qui va faire du Japon féodal tardif une puissance capitaliste impérialiste en quelque 50 ans (1868-1912).

L'ouvrage met en relief, entre autres, quatre grandes questions. D'une part le paradoxe du passage de l'ère Edo à l'ère Meiji : des samouraïs (guerriers d'origine féodale traditionnelle) « poursuivant des objectifs conservateurs en arriveront à démanteler l'ordre féodal antérieur et à créer un État nouveau, dont les tâches premières sont la modernisation de l'armée et l'industrialisation » (p. 212). D'autre part, le fait que ce projet ait été réalisé indirectement sous la pression des Occidentaux et directement afin d'échapper au colonialisme. En outre l'auteur s'interroge comparativement sur la nature des capitalismes japonais et allemand principalement, mais aussi anglais et français. Et enfin, après avoir soulevé le débat sur la nature *féodale ou pré-moderne* du Japon de l'ère Edo, qu'il tranche en faveur de la première, il conclut sur le Japon de 1912-1919 se posant en concurrent des impérialismes occidentaux.

En tant que traité sur le capitalisme, la société et la culture au Japon, l'ouvrage est baroque, souvent redondant et plutôt lourd à digérer. Les retours « aux origines » sont aussi nombreux qu'elliptiques et même superficiels, donc davantage générateurs de lourdeurs que de clarté. L'ouvrage est très descriptif, voire synthétique relativement à la littérature existante sur le sujet, ce

qui l'induit à n'entrer que superficiellement dans les débats complexes et nombreux qu'il a toutefois le mérite de soulever. Les répétitions sont multiples et souvent longues de surcroît, gain en pages correspondant à autant de perte en clarté.

Des contradictions non résolues viennent entacher la lecture. Par exemple, au sujet du samouraï devenu, avec les Tokugawa, un salarié du suzerain, coupé de sa terre et donc complètement dépendant de ce dernier. Au début du livre (p. 44), ce changement signifie que les samouraïs sont devenus « partie d'une armée organisée sur la base de principes bureaucratiques plutôt que féodaux au sens strict » ; à la fin (p. 381), cela ne signifie qu'une modification interne à la classe des guerriers, « les relations fondamentales restant les mêmes ». Du vassal guerrier au salarié d'un système bureaucratique, n'y aurait-il pas un changement fondamental des rapports sociaux endogènes et exogènes ? Ailleurs (p. 107, citation de Hanley et Yamamura), il est affirmé que les impôts agricoles n'auraient pas suivi, et de loin, la croissance de la production et des revenus agricoles à travers l'ère Edo ; alors qu'ils auraient été périodiquement réajustés en fonction d'une réévaluation de la production durant cette même période (p. 118). La contradiction n'est justifiée que par un exemple très ponctuel et partiel (p. 121). Ce ne sont là que deux exemples, de taille au demeurant, parmi d'autres.

Sur des problèmes aussi délicats que l'abandon des marchés du Sud-Est par les commerçants japonais dès le XVI^e^ siècle, que la crainte des contacts avec l'Occident dès le débarquement portugais de 1543, que les spécificités des idéologies japonaises entre le XVI^e^ et le XIX^e^ siècles, l'auteur se limite à quelques réponses aussi claires et satisfaisantes que simplistes, au détriment d'une analyse en profondeur.

Ajoutons à ce tableau critique une série de lacunes conceptuelles qui nous paraissent graves. Sur l'appréhension qu'avait la bourgeoisie japonaise d'elle-même durant la transition de l'ère Edo à l'ère Meiji : à aucun moment Bernier n'explique ce qu'est le processus de conscience de classe selon lui, ce qui rend ses propos peu compréhensibles (p. 97 par exemple). Au sujet du positivisme, pensée à laquelle il est souvent fait allusion : positivisme et empirisme sont souvent confondus, deux écoles de pensée séparées dont les différences épistémologiques sont pourtant essentielles (p. 171 par exemple). De même, l'auteur décrit la « conception essentiellement confucianiste » du XVII^e^ au XIX^e^ siècles au Japon (p. 48), en la présentant comme spécifique à ce pays et à sa culture, de la même façon que l'on pourrait décrire superficiellement les idéologies des Lumières. Où est la spécificité dans ce cas ? Traitant de l'économie politique, Bernier nous parle de la séparation de l'économique et du politique au XIX^e^ siècle en Occident contrairement au Japon (p. 174), oubliant que les XVIII^e^ et XIX^e^ siècles sont justement les siècles de l'économie politique en Europe. De même il réduit la conception du marché selon Adam Smith à une doctrine rachitique qui ferait de la société un « épiphénomène issu de la rencontre des individualités » (p. 407), déformation simpliste de l'un des aboutissements de l'idéologie des Lumières. La pensée raciste de l'idéologie colonialiste est grossièrement schématisée (p. 337-338) ; l'antisémitisme en Allemagne et la xénophobie au Japon sont assimilés dans un pur élan formaliste (p. 400). Ceci dit de notre part sans aucune complaisance pour le racisme, le colonialisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Le débat sur la question du caractère *pré-moderne* ou *féodal* du Japon des Tokugawa (ère Edo) est malmené (p. 379-382). Pauvre épistémologiquement, l'ouvrage accuse les pré-modernistes de faire un choix terminologique *occidentalocentriste* (p. 382), alors que le choix de l'auteur se porte sur le qualificatif de *féodal* qui se rattache tout autant à une tradition et à un concept ontologiquement occidentaux.

Les grandes questions générales abordées dans la conclusion sont nombreuses : la substance économique de l'ère Edo, la caractérisation de sa crise finale, la nature de la transition vers le capitalisme, le type économique de l'ère Meiji, les faiblesses du Japon de 1919, la place de la culture relativement à ces questions (p. 379-420) ; malheureusement les lieux communs, les lapalissades et les contre-vérités émaillent toute cette partie finale. Même la spéculation métaphysique y trouve une place. En effet on nous interroge sur ce qu'aurait été l'histoire du Japon si les Occidentaux n'y étaient pas allés... (p. 390-392). Enfin, *last but not least*, l'argument-mythe du Japonais bon imitateur mais non créateur nous est servi (p. 182).

Passons sur bien d'autres critiques de fond pour mentionner deux manques formels. Nous regrettons l'absence d'une chronologie synthétique, à la fin de l'ouvrage, reprenant les principales

dates mentionnées. Nous regrettons également le caractère lacunaire, par rapport au texte, du glossaire et de l'index des noms figurant à la fin du livre.

Précisons pour conclure, et sans aucune intention d'adoucir les critiques ci-dessus, que ce premier tome sur l'histoire du Japon (il y en aura deux autres) est un ouvrage d'une richesse exemplaire.

Dario LOPRENO
Département de géographie
Université de Genève

BERNIER, Bernard (1988) *Capitalisme, société et culture au Japon*. Montréal/Cergy-Pontoise, Presses de l'Université de Montréal/Publications orientalistes de France, 456 p.

An understanding of Japan, its economy, society and culture, is strategic in the contemporary world. In a world system in which capitalism is the major force, Japan remains a curiosity. A densely populated set of islands off the coast of East Asia, with few resources, Japan is the dominant force in the global economy. It is not merely dominant but remains as the only major force in the global economy whose cultural roots are other than those whose origins can be traced to (western) Europe. There is no protestant ethic to explain the emergence of a capitalist economic system from the moment in 1853 when Matthew Perry negotiated a treaty with representatives of the *shogun* to open Japanese ports to American shipping. By 1919, Japan had entered the first rank of world capitalist nations. It had firmly turned its back on its agrarian past and had, in Bernier's words, "passed the point of no return". In this remarkable and admirable book, Bernier attempts to provide a comprehensive account of the meaning and significance of the process of social transformation between 1853 and 1919.

The study is remarkable for several reasons. One is that it is a pioneering effort in francophone scolarship on Japan. A second is that it is an extraordinarily competent synthesis of a great deal of diverse and often contentious scholarship. The third is that it is a clearly written work of social history by a well-trained social anthropologist with an eye for analytical connections that comes from a deep understanding of social and cultural processes. Finally, it challenges some entrenched notions about Japan's late nineteenth century capitalist transformation in a precise and straightforward manner without dogma.

The study covers an enormous amount of ground. At its core is the nature of the Meiji restoration and the creation of a distinctive economic and political system after 1868 allowing Japan unquestionably to become one of the "World Powers" by the Versailles Conference, which